



Communiqué de presse Fédération socialiste des Hauts-de-Seine

le 1^{er} février 2011

Pascal Buchet répond à Jean Sarkozy

Jean Sarkozy qui préside le groupe UMP au CG92, vient d'adresser son « *projet politique pour les Hauts-de-Seine* » aux élus de l'UMP du département.

Il y critique ouvertement la politique de Patrick Devedjian...

Faut-il lui rappeler tout d'abord que **toutes les délibérations de cette politique ont été adoptées avec son vote** et celui de tous les conseillers généraux de droite **à chaque séance et sans aucune exception ?**

Jean Sarkozy veut ensuite repenser l'action du Conseil général en s'appuyant sur la perte de la clause de compétence générale prévue en 2014.

C'est donc clairement **l'aveu d'un projet qui supprimera les subventions départementales aux communes et surtout aux associations**. Les élus municipaux et les nombreuses associations altoséquanaises apprécieront.

S'agissant des impôts locaux, a-t-il oublié qu'il a voté avec son groupe une augmentation de la pression fiscale dès son arrivée alors que rien ne l'y obligeait pour équilibrer le budget ?

Enfin et surtout au-delà des discours avec des expressions qui ne trompent plus - des discours contraires aux actes - et qui rappellent qu'il est bien le fils du Président, qu'en est-il des supposées priorités qu'il avance ?

Une politique de l'adolescence pour prendre en compte les maux de l'adolescence ?

La lutte contre la toxicomanie et les accidents de la route ? Mais **pourquoi alors a-t-il donc voté les diminutions de moyens aux associations et refuse les aides que sollicitent les communes** qui ont une politique en la matière ? Pourquoi considère-t-il que la voiture est un élément émancipateur du jeune ?

Les aider à construire leur personnalité à travers le sport, la culture et l'innovation ? Mais pourquoi **vote-t-il donc systématiquement contre nos propositions en faveur de la culture, du sport au collège et pour doter chaque collégien d'un ordinateur portable ? Pourquoi refusez vous avec votre amie Mme Balkany les actions que nous vous demandons pour les collégiens dès qu'ils sortent du collège ?**

La question essentielle des modes de garde de la petite enfance ? ... en voulant sortir de la logique d'un nombre départemental de berceaux ?

Quel aveu lorsque l'on sait la pénurie de manque de places en crèches ! Mais **pourquoi alors a t'il préféré financer les crèches privées à but lucratif plutôt que de soutenir les crèches publiques et associatives** pour lesquelles le Département a diminué ses aides de 40 % tout en supprimant ses crèches départementales ? **Pourquoi s'oppose-t-il à notre projet de création d'une école départementale des métiers de la petite enfance** alors que l'on sait la pénurie de personnels qualifiés sur le marché du travail ?

Généraliser les espaces insertions ? Il doit avoir oublié qu'il s'agit là d'un report de charge sur les communes faute d'un Conseil général qui se dote des moyens nécessaires pour l'insertion des personnes au RSA. Et sinon, **pourquoi s'oppose-t-il alors à nos demandes de renforcer les équipes des circonscriptions de la vie sociale et notamment les travailleurs sociaux d'insertion (TSI)** qui manquent cruellement, contraints de suivre plus de cent personnes par agent ?

La dépendance ?

N'est il pas au courant du projet gouvernemental qui ouvre la voie aux assurances privées ? Et concernant les Hauts-de-Seine, ne sait-il pas **qu'il vote des moyens insuffisants pour la MDPH qui n'a plus qu'un seul ergothérapeute...** que les élus de l'UMP se refusent de créer des établissements spécialisés préférant laisser les promoteurs immobiliers bétonner pour des logements de standing quand ils disposent de foncier disponible ? Sait-il seulement que les personnes handicapées doivent recourir à des établissements en Belgique faute d'en trouver de ce fait dans le 92 ?

Le logement ?

Ce serait sa troisième priorité mais **pas un mot sur le logement social....** Doit-on lui rappeler qu'il est l'élu de Neuilly succédant à son père où le taux de logements sociaux est si faible ? Que les élus de l'UMP préfèrent toujours le logement privé inabordable aux deux tiers de la population ? Que le discours de son père de créer 3300 logements sociaux par an n'a jamais été atteint et que les 70.000 demandeurs de logement en ont assez d'être contraints, notamment les jeunes, de quitter les Hauts-de-Seine... et que les étudiants souffrent de cette politique dans le 92.

Celui qui prétendait présider l'Etablissement Public de la Défense, n'a-t-il rien d'autre à dire que des discours contraires à ses actes et à ses votes et à ceux des élus UMP qu'il représente ?

Enfin, pourquoi fuit-il le débat démocratique que je lui ai proposé depuis deux ans ? En a-t-il peur ? Je le lui repropose aujourd'hui. Nous verrons bien s'il finit par se confronter à la réalité.

Contact presse / 06 07 80 50 85
